

RAPPORT 2007 SUR LA LIBERTE DE RELIGION AU MAROC

La Constitution garantit la liberté de la religion. L'Islam est la religion officielle de l'Etat et le Roi est le "Commandeur des Croyants et le Représentant Suprême de la communauté musulmane." Les communautés étrangères non-musulmanes pratiquent leur foi ouvertement.

La période couverte par ce rapport n'a connu aucun changement dans le statut relatif au respect de la liberté de la religion. Le gouvernement émet place certaines restrictions par rapport au matériel religieux chrétien et au prosélytisme. Plusieurs petites communautés religieuses sont tolérées, avec divers degrés de restrictions officielles. Le gouvernement contrôle les activités des mosquées et émet certaines restrictions sur les Musulmans et sur les organisations islamiques dont les activités sont considérées comme ayant dépassé les limites de la pratique religieuse ou comme étant devenues de nature politique.

On ne signale aucun abus sociétal ni aucune discrimination basée sur la foi ou sur la pratique religieuse. Cependant, les Musulmans qui se convertissent au christianisme peuvent faire face à des problèmes.

Les responsables du gouvernement américain discutent régulièrement avec des membres du gouvernement marocain des questions de la liberté de religion afin de promouvoir les droits de l'Homme.

Section I. Démographie Religieuse

Le pays couvre une superficie d'environ 710.000 kilomètres carrés. Selon le recensement effectué en 2004, la population atteint quelque 33 millions d'habitants, avec plus de 99 pour cent de Musulmans sunnites.

Selon les dirigeants de la communauté juive, on dénombre environ 4000 Juifs au Maroc, la plupart d'entre eux vivant à Casablanca. Ces 4000 personnes sont les derniers représentants d'une communauté beaucoup plus importante dans le temps et qui a émigré. La communauté juive de Rabat est estimée à 200-250 personnes. Le reste de la population juive est dispersée dans le pays.

La communauté chrétienne étrangère (catholique et protestante) est estimée à 5000 membres pratiquants, encore que, selon certaines estimations, elle atteindrait 25.000 personnes. La plupart des Chrétiens résident principalement à Casablanca et à Rabat.

La communauté bahaïe, vivant également dans les centres urbains, varie entre 350 et 400 personnes. Le gouvernement reconnaît la présence d'une communauté musulmane chiite, les chiffres n'en sont, toutefois, pas connus.

Section II. Liberté de Religion

Cadres Politique et Juridique

La Constitution marocaine garantit la liberté de la religion. L'Islam est la religion officielle et le Roi est le "Commandeur des Croyants et le Représentant Suprême de la communauté musulmane", avec pour tâche de "veiller au respect de l'Islam". Le gouvernement interdit la distribution de documents chrétiens, interdit le prosélytisme, et tolère plusieurs petites communautés religieuses, avec divers degrés de restrictions. Le gouvernement contrôle les activités des mosquées et émet certaines restrictions sur les Musulmans et sur les organisations islamiques dont les activités sont considérées comme ayant dépassé les limites de la pratique religieuse et comme étant devenues de nature politique. Les Juifs et les Chrétiens étrangers pratiquent ouvertement leur foi. Une petite communauté d'Hindous pratique librement des crémations et des services religieux. Au cours de la période couverte par ce rapport, aucune restriction apportée aux activités religieuses des Baha'is ou des Chiites n'a été signalée.

Il n'y a pas de procédure officielle pour enregistrer de nouveaux groupes religieux. L'enregistrement permet aux groupes de procéder à des transactions financières et de faire des affaires en tant qu'associations privées et entités légales. Les églises et associations enregistrées comprennent les Eglises catholique, russe orthodoxe, grecque orthodoxe, protestante française, protestante anglaise et protestante anglicane. Au cours de la période couverte par ce rapport, le gouvernement n'a ni autorisé ni approuvé de nouveaux groupes religieux ou organisations religieuses.

Le gouvernement accorde des avantages fiscaux, des concessions de terrains et d'immeubles, des subventions et des exonérations de douane pour les importations nécessaires à l'observation des principales religions, à savoir, les musulmans, les Juifs et les Chrétiens.

Le budget consacré chaque année à l'éducation par le gouvernement finance l'enseignement de l'Islam dans les écoles publiques et l'instruction religieuse dans les écoles publiques Juives séparées. Le gouvernement a également financé plusieurs projets d'études sur l'héritage culturel, artistique, littéraire et scientifique des Juifs marocains. A la Faculté de Lettres de l'Université de Rabat, deux professeurs enseignent l'hébreu et l'un d'entre eux enseigne l'étude comparative des religions au Département des Etudes Islamiques. Dans tout le pays, quelque douze autres professeurs enseignent l'hébreu. Le pays est l'unique nation arabe à posséder un Musée Juif.

Le gouvernement continue d'encourager la tolérance, le respect et le dialogue entre les religions. Au cours de la période couverte par le rapport, de hauts responsables du gouvernement, parmi lesquels le ministre des Habous et des Affaires islamiques, ont reçu des délégations de leaders américains chrétiens et juifs.

Le ministère des Habous et des Affaires islamiques a maintenu un cours théologique universitaire, dont une partie est axée sur la chrétienté et sur le judaïsme, et un autre cours de formation au profit d'hommes et de femmes pour devenir conseillers et enseignants dans les mosquées.

Le gouvernement organise annuellement le "Festival des Musiques Sacrées de Fès", qui inclut des musiciens musulmans, chrétiens, juifs, hindouistes, bouddhistes et américains de tradition spirituelle. Le 13^{ème} anniversaire de ce festival a eu lieu du 1^{er} au 10 juin 2007. Pendant le mois sacré de Ramadan, le Roi accueille des colloques d'érudits religieux musulmans pour étudier, entre autre, les moyens d'encourager la tolérance et le respect mutuel au sein de l'Islam et entre l'Islam et les autres religions. Pour la quatrième année consécutive, une femme a participé aux causeries religieuses du Ramadan, en présence du Roi et d'érudits religieux. Une femme a également été nommée au Conseil Supérieur des Oulémas, ou érudits religieux.

Les fêtes musulmanes suivantes sont fériées au Maroc : Aïd el-Adha, Nouvel An musulman, Naissance du Prophète et Aïd el-Fitr. D'autres groupes religieux célèbrent leur fêtes sans interférence du gouvernement.

Restrictions apportées à la liberté de la religion

Le ministère des Habous et des Affaires islamiques contrôle les prêches du vendredi dans les mosquées (ou donne ses directives) et contrôle les écoles coraniques pour veiller à ce que l'enseignement soit bien conforme à la doctrine autorisée. Les autorités interdisent parfois les activités des islamistes mais les tolèrent en général, tant qu'elles se limitent à la propagation de l'Islam, à l'éducation et aux oeuvres de charité. La police ferme habituellement les mosquées au public peu près les services du vendredi pour empêcher toute utilisation de ces locaux à des fins politiques non autorisées. Le gouvernement contrôle strictement l'autorisation de construire de nouvelles mosquées. La plupart des mosquées sont construites grâce à des fonds privés.

Le ministère des Habous et des Affaires islamiques suit et contrôle les activités des mosquées, exerce certaines restrictions sur les activités considérées comme ayant dépassé les limites de la pratique religieuse ou comme étant devenues de nature politique, et dispense une formation religieuse aux « imams. » Selon les autorités, toutes ces mesures ont permis d'éviter l'exploitation des mosquées à des fins de propagande politique, comme la distribution de tracts et la collecte de fonds pour des organisations illégales.

Le gouvernement ne reconnaît pas l'Organisation islamique « Justice et Charité » (OJC) qui rejette l'autorité spirituelle du Roi. L'OJC suit une stricte interprétation de l'Islam et prône l'instauration d'un Etat islamique contraire à la Constitution. « L'Organisation Justice et Charité » continue d'organiser et de participer à des manifestations et gère deux sites web, bien que le gouvernement n'autorise pas cette organisation à publier des articles. Le gouvernement a continué de mettre un terme aux réunions hebdomadaires de l'OJC et aux réunions aux domiciles de ses adhérents, tout au long de la période couverte par ce rapport. Le gouvernement a arrêté le dirigeant de l'OJC à Oujda, le 17 août 2006. Le tribunal lui a infligé une amende de 150.000 dirhams, a décrété que sa maison avait été construite de manière illégale et l'a menacé de la détruire. Le 29 mars 2007, ce dirigeant

de l'OJC et trois autres membres de l'organisation ont été condamnés à un an de prison pour avoir pris part à des rassemblements illégaux. Selon des sources de l'OJC, ses membres font régulièrement l'objet de harcèlement.

Les informateurs du gouvernement contrôlent les activités sur les campus, en particulier sur ceux qui sont tenus par les islamistes.

Selon l'Article 220 du Code Pénal, toute tentative visant à empêcher une ou plusieurs personnes de pratiquer leur religion ou d'assister à des services religieux est illégale et peut être punie de 3 à 6 mois de prison, assortis d'une amende allant de 115 à 575 dirhams. Cet article applique la même pénalité à "quiconque utilise des moyens pour ébranler la foi d'un Musulman ou le convertir à une autre religion". Toute tentative de conversion d'un Musulman est illégale. Les missionnaires étrangers limitent leur prosélytisme aux non-Musulmans ou travaillent discrètement. Dans la plupart des cas d'expulsion de missionnaires étrangers, le gouvernement utilise l'interdiction de faire du prosélytisme stipulée dans le Code pénal. La conversion volontaire ne constitue pas un délit selon les Codes pénal et civil.

Les citoyens qui se convertissent au christianisme ou à une autre religion sont parfois en butte à l'ostracisme social et, dans le passé, certains d'entre eux furent brièvement interrogés ou détenus par les autorités pour prosélytisme et se sont vus refuser la délivrance d'un passeport. On ne signale aucun cas de ce genre pour la période couverte par ce rapport.

Le 28 novembre 2006, un étranger de religion chrétienne s'est vu infliger une amende de 500 dirhams et une peine de 6 mois de prison pour avoir tenté de convertir un Musulman au christianisme. La peine de prison a été suspendue et la personne en question a quitté le pays de son plein gré.

Une petite communauté chrétienne étrangère gère sans aucune restriction des églises, des orphelinats, des hôpitaux et des écoles. Les missionnaires qui s'abstiennent de tout prosélytisme et qui se conforment aux traditions sociales, pratiquent librement leur foi ; toutefois, ceux dont les activités deviennent publiques risquent l'expulsion.

Le gouvernement autorise l'exposition et la vente de Bibles en français, en anglais et en espagnol. Il confisque en général les Bibles en arabe et refuse d'en autoriser l'importation et la vente, malgré l'absence de loi à ce sujet.

Il existe deux types de lois et de tribunaux – un pour les Juifs et un pour les Musulmans – relatifs au mariage, à l’héritage et aux affaires de famille. Les tribunaux familiaux sont gérés, selon la loi auxquels ils s’appliquent, par des autorités rabbiniques et islamiques qui sont des magistrats officiels. Le Parlement autorise le changement de ces lois. Les juges qui officient dans les tribunaux familiaux ont suivi une formation en droit islamique (charia) tel qu’appliqué dans le pays. Depuis la date de l’instauration, en 2004, d’un nouveau Code de la famille, jusqu’à fin 2006, le ministère de la Justice, souvent en coopération avec des ONG Internationales, a formé 1571 juges et 2303 employés de service juridique et a instauré 70 tribunaux familiaux.

Les autorités rabbiniques administrent les tribunaux de la famille pour les Juifs. Les paragraphes non-coraniques du droit musulman sur le Statut personnel sont applicables à tous les non-Musulmans. Les Chrétiens héritent selon le droit civil. Les Juifs maintiennent leur propre système d’héritage, basé sur le droit religieux juif.

On ne signale aucun cas de prisonniers ou de détenus religieux.

Conversions Religieuses Forcées

On ne signale aucun cas de conversion religieuse forcée, y compris de mineurs américains qui auraient été kidnappés ou sortis illégalement du territoire américain, ni de refus de permettre à de tels citoyens de retourner aux Etats-Unis.

Section III. Abus Sociétaux et Discrimination

On ne signale aucun abus sociétal ni aucune discrimination basée sur la foi ou sur la pratique religieuse ; les Musulmans qui se convertissent au christianisme risquent toutefois de faire face à certains problèmes.

Les étrangers assistent à leurs services religieux sans aucune restriction ni crainte de représailles. De nombreux citoyens de toutes religions considèrent que le pays est enrichi par sa minorité juive, présente depuis plusieurs siècles, et les Juifs ont vécu dans le royaume en toute sécurité au cours de la période couverte par ce rapport. Sur demande, le gouvernement fournit une protection spéciale aux membres, visiteurs et institutions de la

communauté. Des commémorations juives annuelles se déroulent dans tout le pays et des pèlerins juifs viennent régulièrement se recueillir sur les sites sacrés du pays. Les Musulmans étudient dans des écoles chrétiennes et juives. Une école juive de Casablanca reçoit une majorité d'élèves musulmans et un hôpital, géré par la communauté juive, dispense des soins aux personnes nécessiteuses, quelle que soit leur religion.

Bien que la libre expression de la foi islamique et le libre débat universitaire et théologique sur d'autres religions que l'Islam soient acceptées à la télévision et à la radio, la société décourage tout effort public de prosélytisme. Du fait que de nombreux Musulmans considèrent la religion baha'ie comme une déviation hérétique de l'Islam et, en conséquence, les Baha'is comme des apostats, la plupart des membres de la communauté Baha'ie évitent de divulguer leur affiliation religieuse ; les Baha'is vivent toutefois librement, sans crainte pour leur personne ou pour leurs biens, et certains occupent même des emplois au sein du gouvernement.

Le consensus est large parmi les Musulmans en ce qui concerne les pratiques et l'interprétation religieuses. Certains dissidents remettent toutefois en question l'autorité religieuse du Roi et appellent à l'instauration d'un gouvernement plus profondément ancré dans leur vision de l'Islam. Le gouvernement considère ces dissidents comme étant politiques plutôt que religieux, leurs critiques concernant largement l'exercice du pouvoir.

Section IV. Politique du gouvernement américain

Le gouvernement des Etats-Unis débat régulièrement de questions portant sur la liberté de religion dans le cadre de sa politique globale de promotion des droits de l'homme. Les membres de l'ambassade n'ont rencontré aucune entrave de la part du gouvernement dans leurs contacts avec des membres de divers groupes religieux.

Des responsables du gouvernement américain ont rencontré régulièrement des responsables religieux, dont le ministre des Habous et des Affaires islamiques, des érudits religieux musulmans, des dirigeants de la Communauté juive, des missionnaires chrétiens, les dirigeants des communautés chrétiennes enregistrées au Maroc, ainsi que d'autres Chrétiens vivant au Maroc, au cours de la période couverte par ce rapport.

Des programmes américains, axés sur la tolérance et la liberté religieuses, ont été proposés, utilisant le modèle américain.

Des responsables du gouvernement américain ont rencontré régulièrement des membres des communautés religieuses pour promouvoir la tolérance et la liberté. Ces responsables ont activement promu et facilité des rencontres entre le ministère des Habous et des Affaires islamiques et des leaders religieux américains en visite au Maroc.